

Le Bulletin

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS
AU QUÉBEC



Bulletin no 7

Mars 2005

Un patrimoine en voie d'extinction : urgence d'agir

Le numéro de ce bulletin est largement consacré au Colloque international sur le patrimoine qui s'est tenu à Québec du 12 au 14 novembre dernier. Nous avons voulu mettre en évidence la contribution des protestants à ce colloque et souligner de cette façon les problèmes qui nous confrontent. Aussi bien en France qu'ici, c'est la disparition des traces du passé qui nous préoccupe. Quant on pense au patrimoine, on pense d'abord aux églises, aux pensionnats, aux cimetières sans oublier aussi les œuvres d'art ou les objets de culte. On oublie trop facilement que le patrimoine immatériel est aussi important : il existe des traditions protestantes, des savoir-faire, des façons de célébrer, des témoignages sur la vie protestante dans des temps difficiles qui méritent tout autant d'être conservés.



Maurice Daigle à l'Pharmonium, Église Unie Évangélique, St-Damase, 2003

Photo: Gabriel Caron



École du dimanche de l'Église baptiste de Marieville, Madame Barbey au centre. C. 1955

Photo: fonds CBA

À travers eux les protestants trouvent leur propre définition et leur propre identité. Ce qui désole tous ceux qui sont sensibles à cette dimension patrimoniale, c'est le vieillissement des témoins et leur disparition prochaine. Il faut absolument que de toute urgence on enregistre leur témoignage. Et nous ne parlons pas ici de ces témoins centenaires qui ne sont certes pas à négliger dans l'évocation du passé commun.

Nous voulons attirer votre attention sur la nécessité et l'urgence de conserver le témoignage de personnes de cinquante ou soixante ans qui ont vécu la naissance des églises de diverses confessions dans les années soixante, soixante-dix ou quatre-vingt. Retracer à travers eux la naissance de communautés diverses, la création par essaimage de nouvelles communautés, les regroupements ou les divisions parfois. Ceux qui les ont vécus ont quelque chose à nous apporter et malheureusement il existe bien peu de revues ou de journaux

pour nous les signaler. Si tout le monde ne s'y met pas, ces témoignages seront à jamais perdus.

Il y a bien d'autres choses à raconter dans une paroisse ou une communauté que la succession de ses pasteurs au fil des ans comme souvent nous en sommes réduits à le faire pour le 19^e siècle. S'il faut pouvoir retracer la carrière des leaders autrement que par un sec curriculum vitae, il faut aussi raconter la vie de ceux qui ont marqué la communauté il y a dix ou vingt ans. Souvent leur mémoire s'estompe et leur souvenir devrait être ravivé. Quelle était la vie dans la paroisse, quelle était la ferveur des membres, qu'y chantait-on? Comment se faisait la prédication et sur quoi portait-elle? Quelles activités animaient la paroisse et combien de personnes y participaient? Comment progressait-elle? Il faut donc aussi écrire l'histoire de nos communautés, de nos paroisses.

La Société d'histoire du protestantisme français au Québec est parfaitement consciente de cette nécessité et travaillera activement à relancer périodiquement cette idée pour que notre mémoire collective ne s'efface pas par négligence et que ce que nous avons été fasse aussi partie de notre définition présente.

Jean-Louis Lalonde

Des problèmes indépendants de notre volonté nous ont obligés à retarder la parution de ce numéro, ce dont nous nous excusons.

« Le patrimoine est à l'honneur depuis qu'on en détruit les signes... »

— *Gérard Baudet, urbaniste*



Photo Gabriel Caron

Église anglicane d'Iberville en Montérégie

Au Québec comme dans la plupart des pays occidentaux, et quelle que soit son origine confessionnelle, le patrimoine religieux connaît aujourd'hui d'importantes transformations. Hérité d'un passé récent et porteur de valeurs identitaires fortes, il constitue une expression culturelle majeure essentielle à la compréhension de notre société contemporaine. En outre, il touche à des enjeux sociaux aussi variés que la construction identitaire et la mémoire collective, bien sûr, mais aussi des réalités beaucoup plus larges telles que le développement économique (les espaces occupés par certaines églises faisant parfois l'objet de spéculations intenses), l'organisation du territoire, puisque la société québécoise fut longtemps structurée en paroisses avec

l'Église comme pôle central, et la cohésion sociale autour de valeurs communes enseignées par les autorités religieuses depuis le petite enfance dans des écoles gérées par elles. C'est donc dire l'importance que conserve le patrimoine religieux dans le milieu de vie actuel.

Malgré cela, ce patrimoine est vulnérable. Le vieillissement de ses propriétaires – communautés ou individus – ainsi qu'un manque de ressources humaines et financières font en sorte que sa survie n'est plus assurée. De plus, la laïcisation du mode de vie moderne tend à faire de l'objet de culte un objet de culture : la « muséification » du patrimoine par les historiens de l'art, la conversion du patrimoine à des fonctions sociales utilitaires par les architectes et

les urbanistes, ainsi que la « patrimonialisation » du patrimoine religieux, par l'État, pour en faire des sites touristiques et des lieux de mémoire nationaux.

Faut-il donc léguer le patrimoine aux musées? En faire une attraction touristique? Faut-il lui redonner vie à l'intérieur de la société civile? Faut-il, dans certaines situations, faire disparaître ce patrimoine et l'oublier? Constitue-t-il un actif ou un passif dans l'équation socioéconomique contemporaine? Voilà quelques-unes des questions au cœur du colloque sur le patrimoine religieux tenu à Québec les 12, 13 et 14 novembre dernier sous le thème : « Le patrimoine religieux du Québec: de l'objet culturel à l'objet culturel ».

S'adressant à la fois aux chercheurs, aux praticiens de ce domaine et aux professionnels, gestionnaires, étudiants, bénévoles ou les simples amateurs intéressés à la question, ce colloque a réuni plus de 400 personnes pendant trois jours à l'église Saint-Dominique. Le colloque était le fruit d'une collaboration entre l'Université Laval, la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique de l'Université Laval, le Musée des Ursulines de Québec, la Corporation du patrimoine et du tourisme religieux de Québec, le Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT) et de la Société québécoise d'ethnologie.

Ce colloque s'est principalement intéressé au patrimoine religieux issu du catholicisme puisque la masse critique, en termes d'archives, de mémoire sociale et d'architecture, est de loin la plus imposante au Québec avec plus de 2000 églises et ensembles conventuels. Il était normal que la plus grande partie des quarante-cinq communications lui ait été consacrée. Du côté protestant, les nombres sont plus modestes, mais les problématiques sont essentiellement les mêmes et trois conférenciers les ont



La bibliothèque Saint-Jean Baptiste

abordées: Bruce Stavert, archevêque anglican du Québec, Philippe Chareyre, professeur de l'Université de Pau et des pays de l'Adour (France) et Marie-Claude Rocher, chercheure post-doctorale à l'Université Laval. Ce sont ces trois communications, issues d'expériences diverses, que nous voulons résumer brièvement dans la suite de cet article. Les textes intégraux paraîtront, en mai 2005, dans les actes du colloque, sous la direction de Laurier Turgeon, *Le patrimoine religieux du Québec : de l'objet culturel à l'objet culturel*, Québec, Presses de l'Université Laval. Il est possible de commander ce livre en s'adressant à la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique, Bureau 5173, Pavillon Charles-De Konick, Université Laval,

Québec G1K 7P4. Nous remercions l'Université Laval et le professeur Turgeon pour leur aimable collaboration.

Expérience et défis de l'Église anglicane

Dans le premier cas, Bruce Stavert, souligne que la migration de nombreux anglicans vers d'autres régions du Canada a amené l'Église anglicane à disposer de plusieurs églises dans les 50 ou 60 dernières années. Heureusement, la plupart sont de petite taille, à l'exception de quelques églises en milieu urbain. Cela les rend non seulement plus pratiques à entretenir mais aussi plus faciles à vendre ou à céder.

Depuis quatorze ans, les Anglicans ont cessé d'utiliser au moins douze

églises, situées dans différentes régions du diocèse de Québec. Parmi ces douze églises, quatre ont été vendues à des particuliers pour être soit démolies ou soit converties en résidence, quatre ont été louées à des municipalités ou à des associations historiques locales et quatre ne tiennent plus de services religieux réguliers et sont sur le marché ou en recherche de financement pour la restauration historique. Enfin, deux expériences anglicanes en matière de recyclage de bâtiment religieux ont connu un dénouement particulièrement heureux: l'église anglicane Saint-Matthew's, située rue Saint-Jean à Québec, qui a été donnée à la Ville de Québec et converti en bibliothèque publique, la Bibliothèque Saint-Jean-Baptiste; et une autre église qui a été réaffectée comme résidence. Les vitraux en ont été retirés et envoyés à trois églises de la Basse-Côte-Nord, à 1500 kilomètres de là. Deux de ces églises étaient des constructions neuves et elles sont maintenant ornées de vitraux magnifiques, d'intérêt historique, qu'elles n'auraient jamais pu acheter.

Si le contexte anglican, anglophone, diffère à maints égards de celui des communautés franco-protestantes, certaines des expériences de réaffectation de bâtiments religieux pourraient néanmoins être transposées. Ainsi, Bruce Stavert a fait état des nombreuses collaborations avec les autorités municipales et gouvernementales afin de mettre en commun les ressources pour la conservation d'archives et de bâtiments peu connus.

L'avenir d'un patrimoine minoritaire: le cas des Protestants béarnais

Dans sa communication, le professeur Philippe Chareyre présentait l'entreprise de sauvetage de la mémoire des huguenots du Béarnais, région du sud-ouest de la France, dont les traces avaient presque été effacées par les persécutions dont ils furent la cible depuis le 17^e siècle. Rappelons pour mieux nous situer que le Béarn est célèbre dans l'histoire de France par le roi Henri IV. Sa mère Jeanne d'Albret y avait instauré une principauté calviniste rattachée à la France en 1620. La minorité protestante actuelle est composée des descendants

Photo: Germain Casavant



des membres de l'ancienne Église ayant résisté aux mesures de persécution sous la monarchie puis d'apports extérieurs de l'époque du Réveil à nos jours.

Les années 1980, poursuit M. Chareyre, ont vu la naissance de deux associations à but patrimonial au sein de la communauté protestante; le *Musée Jeanne d'Albret, histoire du protestantisme béarnais*, situé à Orthez et le *Centre d'étude du protestantisme béarnais (CEPB)*, dont le siège se trouve aux archives départementales à Pau, non loin de l'université.

Il s'est agi alors de rassembler objets et documentation (livres et archives) pour les préserver de la destruction et permettre le développement d'une véritable recherche historique. Ces créations ont certes hérité de la démarche de sacralisation laïque des musées protestants initiée à la fin du 19^e siècle (dans une Église qui refuse toute sacralité matérielle dans son culte), mais, plus que d'apologie, il s'agissait, pour ces deux nouvelles institutions, de transmettre avant tout que le fait minoritaire n'emmène pas à la dissi-



Première salle aménagée par le musée figurant à la fois un temple et une salle de catéchisme.

pation des communautés. Elles sont traversées actuellement par un cruel dilemme : léguer sans être dépossédées, maintenir le lien affectif de la communauté minoritaire dans un espace culturel devenant propriété publique.

La présentation de M. Chareyre a rejoint les préoccupations de la communauté franco-protestante du Québec, par de nombreux points communs dans les situations patrimoniales mais aussi par le type de démarches entreprises pour la sauvegarde de ce patrimoine : création d'instruments de recherche, systématisation de la conservation des documents, accès public, établissement d'un lieu de mémoire.

Ainsi, la communauté béarnaise a ressenti le besoin de se doter d'une société d'histoire et d'un centre de recherche pour centraliser les efforts de conservation : « Le Centre d'Étude du Protestantisme Béarnais (CEPB) a été fondé en 1987 à Pau. Il a pour origine la fièvre commémorative des années 1980, et en particulier un colloque organisé en 1985 dans le cadre du quatrième centenaire de la révocation de l'édit de Nantes. L'équipe chargée de l'organisation de cette manifestation avait pris conscience que rien n'avait été publié en matière d'histoire depuis un quart de siècle, et que la communauté en méconnaissait les principaux aspects notamment les plus récents, et qu'il y avait urgence à sauver les bribes de cette

mémoire : « tout le XIX^e s. protestant dormait dans les caves et les greniers quand ce n'était pas dans les poubelles ; tout le XX^e gisait et gît encore, informe, empoussiéré dans les sacristies humides



Photo de la salle d'archives au Musée Jeanne d'Albret

des temples»¹ écrit encore en 2004, Suzanne Tucoo-Chala, enseignante d'histoire à l'Université de Pau, qui fut chargée de prendre ce projet à bras le corps. » Il en a résulté le dépôt systématique aux archives départementales des Pyrénées-Atlantiques et la création d'une sous-série spécifique, accessible au public.

Il en a résulté, également, la créa-

tion d'un musée de l'histoire du protestantisme béarnais, qui se heurte à des problèmes bien connus ici : « Le protestantisme local n'a pas produit d'œuvres d'art majeures. Seuls quelques éléments provenant du temple de Cauterets ont pu être récupérés pour le musée ; nous sommes bien loin de la richesse du musée d'art sacré de Lourdes. Le patrimoine protestant béarnais est essentiellement un patrimoine culturel plus qu'un patrimoine artistique, un patrimoine bien souvent de papier, voire immatériel, ce qui peut expliquer la création de deux associations et les difficultés muséographiques initiales. »

En France comme au Québec, une société d'histoire du protestantisme et un musée portant sur le même sujet font face aux défis de la société contemporaine : « élargir leur audience dans une France de plus en plus déchristianisée. (...) Elles tentent d'affirmer leur spécificité face aux tentatives d'intégration dans des politiques culturelles globales conduites par les collectivités territoriales toujours méfiantes face au religieux. Alors que le public directement concerné n'est pas susceptible de s'élargir, les deux associations sont en mesure de répondre à un nouveau besoin pédagogique général d'enseignement du fait religieux ou à la simple curiosité qu'il suscite. Cependant l'enjeu à venir reste celui des moyens, notamment humains. À terme, ils seront le baromètre à la fois de la capacité d'ouverture et d'affirmation culturelle d'une communauté minoritaire. ».

Situation précaire du patrimoine des protestants francophones du Québec

La communication de Marie-Claude Rocher permettait d'exposer les nombreux problèmes liés à la conservation du patrimoine d'une minorité religieuse, allant de la méconnaissance de la communauté elle-même à la dispersion et la destruction du patrimoine lors de la désaffectation de lieux de cultes ou autres institutions. La conservation de ce patrimoine est en effet une entreprise particulièrement ardue car il est fait de traces éparses, difficiles à identifier. Aucun inventaire ne reconnaît le patrimoine des protestants francophones du Québec. Les édifices sont gra-



« Bible women » au Québec durant la Deuxième Guerre

duellement démolis ou réaffectés sans avoir été identifiés, les objets et documents sont détruits ou dispersés, les récits et traditions s'oublient alors que les porteurs de mémoire vieillissent. L'ensemble des éléments patrimoniaux est donc difficile d'accès et, malgré son importance pour la recherche comme pour la mémoire, il est à l'heure actuelle engagé dans un processus de désintégration.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation : la quasi-clandestinité dans laquelle ont vécu les Franco-protestants à certains moments de l'histoire québécoise ; l'austérité du culte protestant, qui laisse peu de place à l'art religieux et produit généralement une architecture d'un style dépouillé, aisément recyclable ; les conditions aléatoires de conservation de certains documents officiels, particulièrement lors de la dissolution d'églises ou d'écoles franco-protestantes ; la destruction de documents liés à l'appartenance antérieure, lors de la réinsertion d'individus dans des communautés dominantes, soit par l'abjuration, soit par l'anglicisation ; l'incapacité de conserver objets et documents dans des conditions adéquates a poussé les associations protestantes à remettre leurs archives à des tiers ; enfin, la fragilité de la mémoire orale, dont les porteurs sont majoritairement des gens

âgés, seuls témoins des périodes de tensions intercommunautaires encore capables d'en faire le récit.

Le défi est donc monumental et les ressources manquent pour réaliser une conservation systématique de ce patrimoine pourtant unique. L'une des pistes de solution qui s'impose par sa relative facilité d'exécution est la conservation électronique. Cette approche permettrait de préserver, au moins par image virtuelle, les traces qui sont en train de se perdre. C'est dans cette optique que le Conseil des recherches en sciences humaines du Canada a subventionné, à l'Université Laval, la création d'une banque de données qui a permis la numérisation de plus de 3000 documents (relevés architecturaux, archives privées, entrevues de témoins âgés, etc.) qui seront mis en ligne en mars 2006.

Ce patrimoine constitue un corpus de sources que les chercheurs en histoire, en ethnologie, en sociologie, en généalogie, etc. pourront exploiter. D'où l'importance de rendre le tout aisément accessible, puisqu'une société ne peut que s'enrichir par une meilleure connaissance de la présence historique de ses minorités.

Présenté par Marie-Claude Rocher

¹ Suzanne Tucoo-Chala, « A propos de quinze années de C.E.P.B. », Bull. du C.E.P.B., n°33, avril 2003, p. 13.

La Nouvelle-France, un refuge protestant ?



Vue du couvent des Ursulines, R. Short, 1761

Robert Larin a consacré de nombreux livres et articles à l'histoire du peuplement en Nouvelle-France et attiré particulièrement l'attention sur les Huguenots et la venue de protestants français dans la colonie. Dans la conférence qu'il a donné pour la Société d'histoire le 12 février dernier, il a présenté une vision renouvelée du sujet.

Même si on considérait globalement en France les huguenots comme des hérétiques et les ennemis de l'État, le roi avait quand même confié à des protestants comme Chauvin ou Dugua de Monts le soin d'établir de nouvelles colonies en Amérique. En effet, cela lui permettait de faire ainsi développer son royaume par ces gens progressistes et ouverts aux idées nouvelles tout en ayant à déboursier le moins possible pour le faire, profitant du réseau protes-

tant.

Avec l'assassinat de Henri IV en

1610 et les résultats de la Contre-Réforme, les dévots pouvaient exercer leur pouvoir en France et prétendre même que le catholicisme était devenu la seule religion réformée. L'action de Richelieu fit tout pour extirper du royaume cet « État dans l'État » que constituaient les pouvoirs et les privilèges accordés sous Henri IV aux Huguenots. Au Canada, en donnant les monopoles exclusifs du commerce, de la navigation, de l'administration et du peuplement aux Cent-Associés en 1627, Richelieu réservait aux seuls catholiques le soin d'être des mandataires du roi. Mais, Robert Larin insiste là-dessus, contrairement à ce que l'historiographie protestante a répété sans trop le vérifier, cette chartre n'interdisait absolument pas aux protestants de venir en Nouvelle-France à titre individuel.

Si l'émigration était interdite aux huguenots hors de France, elle ne l'était

pas dans les colonies françaises considérées comme un prolongement du royaume. Alors que des interdictions de passer aux Antilles ont été édictées, jamais pareilles défenses qu'ont frappé la Nouvelle-France. Elle devenait au contraire presque la seule destination non légalement interdite !

De plus, de nombreux Français qui arrivaient au Canada avaient de fortes possibilités d'être d'origine protestante. Robert Larin précise bien qu'il parle « d'origine », n'ayant aucun moyen la plupart du temps de connaître les convictions profondes de ces immigrants. Tout ce qu'on peut constater, c'est que bon nombre de protestants tenus pour suspects même après leur abjuration, surveillés et harcelés, pouvaient avoir le goût de trouver ailleurs un refuge. Or, et c'est encore une nouveauté que souligne Robert Larin, ceux qui voulaient un véritable refuge ne choisissaient généralement pas le Canada mais les États-Unis où pendant des décennies la constitution de colonies religieuses a eu cours.

Ceux qui venaient en Nouvelle-France semblent ne pas avoir eu cette exigence. « Environ 5% de la population française était protestante avec de fortes concentrations en Poitou-Charentes (autour de 15%) et en Normandie d'où provenait 40% de l'immigration canadienne. » Nos ancêtres venaient largement de « terroirs à forte concentration protestante » et il serait invraisemblable qu'une bonne partie parmi eux ne soit pas huguenote.

Par chance, la politique de répression qui conduit en France à la révocation de l'Édit de Nantes en 1685 n'est pas appliquée au Canada. Le gouverneur minimise la présence des protestants à ce moment-là et ne veut considérer que celle des protestants notoires. Et encore, il invite les autorités à les tolérer, surtout dans les dernières décennies, parce qu'ils sont essentiels à l'économie de la Nouvelle-France.

Grands et petits marchands sont



M. Robert Larin

essentiels à la colonie et y exercent leurs activités sans trop de restrictions. L'engagement militaire était une façon légale de quitter la France et des historiens ont montré que les protestants étaient plus nombreux dans les troupes régulières que dans l'ensemble de la population française. Or, comme les soldats et les travailleurs constituent à eux seuls 60% de l'immigration arrivant au Canada, on peut en conclure à «l'existence d'un nombre relativement appréciable d'immigrants d'origine protestante». Marchands, militaires, engagés, artisans compte bien leur lot de protestants.

Même si le clergé et les religieuses s'acharnaient à convertir les protestants notoires, bien des huguenots plus discrets ont pu se fondre dans la popula-

tion officiellement catholique à un point tel que les chercheurs ont du mal à retracer aujourd'hui leur appartenance. Certaines conversions font sourire tellement l'intérêt (gratifications du roi) ou la convenance (mariage) l'emportent sur la conviction.

Le dernier point qui bouscule encore certaines idées établies est que les protestants qui venaient au Canada ne devaient pas être tellement plus religieux que les catholiques qu'on sait tièdes et à la «religion superficielle» selon le voyageur suédois Pehr Kalm. Ils devaient se ressembler par une assez grande indifférence à l'égard de la religion. On disait le peuple indocile et indépendant et ces valeurs sont certainement plus proches de la mentalité protestante que de la catholique d'alors, mais du moment que le peuple pouvait être qualifié de catholique, «le roi et l'administration royale n'en demandaient pas davantage».

Importance de l'immigration protestante, rôle essentiel des marchands et des artisans huguenots, population formée de catholiques et de protestants indifférents à l'égard de la religion et qui participent à un esprit d'insoumission et de liberté individuelle, voilà qui a de quoi dépoussiérer certains clichés et nous sommes heureux que notre invité ait choisi une conférence de la SHPFQ pour nous en faire part.

Jean-Louis Lalonde

Deux familles protestantes

Serge Thériault, membre du Bureau de la SHPFQ, vient de publier un article sur deux familles outaouaises aux origines de l'Église catholique-chrétienne en Illinois et au Wisconsin dans la revue *The French Canadian/Acadian Genealogists of Wisconsin Quarterly*, vol. 19, no 2, winter 2004-2005. Il est intéressant de savoir que l'Église catholique-chrétienne vient d'une réforme opérée dans la paroisse canadienne-française de Sainte-Anne (Kankakee) en Illinois au milieu du 19^e siècle. MM. Michel Drolet, Moïse Langelier, Joseph Martin, Louis Mercier, Abraham Pelletier, Anselme Robillard et le curé Charles Chiniquy (1809-1899) dirigent la première société, enregistrée à la cour de Kankakee le 13 septembre 1859. En 1885, des paroisses sont fondées parmi les francophones du Wisconsin, par le Révérend René Vilatte (1854-1929), formé à Sainte-Anne par le Père Chiniquy. Le synode le fait consacrer évêque (1892) par l'Église orthodoxe syriaque d'Antioche. L'ÉCC s'implante, sous lui, en Ontario et au Québec, à partir du Wisconsin. Son centre est à Gatineau en Outaouais. Cette étude porte spécifiquement sur la généalogie des familles Laviolette et Robillard déjà signalées.

De quelques liens internet sur le patrimoine

La fondation du patrimoine religieux a fait l'inventaire de plus de 2500 églises au Québec avec illustrations et références sur chacune. Une mine d'information à exploiter. On peut même pour une église précise obtenir une fiche détaillée. www.patrimoine-religieux.qc.ca/fondation/bienvenue Pour la région de Québec, la Corporation du patrimoine et du tourisme religieux présente des photos magnifiques. www.patrimoine-religieux.com Il existe aussi un cd-rom consacré à 150 temples et églises des Cantons de l'Est particulièrement bien fait et à un prix abordable. Voir des exemples dans www.multimage.qc.ca. On peut aussi explorer le site du Musée des religions de Nicolet: musee@musedesreligions.qc.ca

Jeanne Audrey Currie dans «*The Uncertain Future of a*

Protestant Past: A Survey of the Religious Heritage of Southwest Quebec», mémoire de maîtrise à l'Université de Leicester au Royaume Uni, 2004, a exploré plusieurs aspects du patrimoine religieux québécois surtout en ce qui a trait aux églises et aux objets de musées. Elle fait le tour des banques de données dans tout le sud-ouest du Québec et on doit constater avec elle que les résultats sont plutôt minces et les quelques pièces existantes, dispersées ici et là. On peut consulter par curiosité le musée virtuel des Anglicans du diocèse de Montréal à www.anglicanmuseum-mtl.ca qui offre à la contemplation de très belles œuvres religieuses. Mais la création d'un musée ou d'un centre d'interprétation du protestantisme francophone est encore un projet à réaliser.

J.L.L.

Nouvelles de la Société

Une conférence sur Belle-Rivière

Le 9 mars dernier à la Société généalogique canadienne-française, une soixantaine de personnes s'étaient déplacées malgré le froid intense pour écouter Jean-Louis Lalonde, notre secrétaire, leur faire part du résultat de ses recherches sur la paroisse pionnière de Belle-Rivière. Il s'agissait sans doute de la première conférence jamais donnée sur le sujet et l'auditoire peu familier avec l'univers missionnaire protestant de l'époque est allé de découverte en découverte.

Le conférencier a expliqué dans quel esprit était née la Société missionnaire franco-canadienne et quels étaient ses objectifs. Comment elle avait envoyé des colporteurs au Petit-Brûlé (Saint-Augustin) pour commencer une œuvre d'évangélisation difficile. Car contrairement à une explication courante, il n'était pas si facile de passer du catholicisme au protestantisme parce qu'on n'était pas d'accord avec les décisions du curé ou avec la répartition de la dette de la paroisse. L'exemple de Duprat le montre bien qui, après s'être converti et avoir entraîné plusieurs membres de sa famille avec lui, revient moins deux ans plus tard au catholicisme.

Malgré tout, la paroisse grandit en regroupant des personnes des villages environnants et les membres se sentent suffisamment sûrs d'eux pour vouloir marquer le paysage par la construction d'une chapelle qui est inaugurée en 1860 et marque encore le village de Belle-Rivière de Mirabel. Le choix même d'une région rurale surpeuplée par la SMFC a conditionné l'évolution de cette paroisse qui voit ses membres s'éloigner de plus en plus portés par des forces économiques et des nécessités qui les dispersent au point qu'elle est en déclin au début du 20^e siècle.

Plusieurs personnes ont dit regretter de ne pouvoir assister à cette conférence et on demandait si elle était enregistrée. Ce n'est pas encore le cas, mais l'occasion se présentera encore de parler de ce sujet et il fera peut-être même l'objet d'une conférence à la SHPFQ elle-même dans un avenir prochain.

Les registres des paroisses protestantes bientôt accessibles sur cd-rom

L'institut Drouin a informatisé toutes ses données et les a rendues disponibles sur cd-rom de sorte qu'il sera bientôt possible de les consulter. On pourra parcourir, semble-t-il, les données des registres des paroisses protestantes jusqu'en 1940 et plusieurs informations généalogiques seront ainsi disponibles qui manquaient jusqu'à présent. Nous aurons l'occasion d'en reparler plus longuement dans un prochain bulletin.

DANS LE CADRE DES CONFÉRENCES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS AU QUÉBEC

VINCENT BRETON

détenteur d'une maîtrise en histoire de l'UQAM

nous entretiendra de

L'émeute Gavazzi :

pouvoir et conflit religieux au Québec au milieu du 19^e siècle

Ce jeune chercheur saura mettre en lumière la lutte qui se joue entre ultramontains et libéraux au moment de cette émeute devant la Zion Church à Montréal en 1853.

SAMEDI 30 AVRIL À 15 HEURES

AU SOUS-SOL DE L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE SAINT-LUC
5790, 17^e AVENUE, MONTRÉAL

ISSN 1712 - 5898

Dépôt légal : Bibliothèque nationale
du Québec et Bibliothèque nationale
du Canada

**POUR COMMUNIQUER
AVEC LA SOCIÉTÉ**

shpfquebec@yahoo.ca ou Richard Lougheed :
(514) 526-2003, poste 28

Responsables du Bulletin

Jean-Louis Lalonde : (514) 733-1783
Alain Gendron : (450) 447-7608